

MARE, Gerhard. *Ethnicity and Politics in South Africa*. London & New Jersey, Zed Books, 1993, 137p.

Jean-François Bergeron

Volume 25, numéro 3, 1994

Les politiques extérieures des États non souverains : convergences et divergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703369ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703369ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bergeron, J.-F. (1994). Compte rendu de [MARE, Gerhard. *Ethnicity and Politics in South Africa*. London & New Jersey, Zed Books, 1993, 137p.] *Études internationales*, 25(3), 618–620. <https://doi.org/10.7202/703369ar>

draît une brève introduction à la question somalienne ainsi qu'aux nouveaux enjeux des Nations Unies en matière d'aide humanitaire. On trouvera alors dans ce petit livre des réflexions utiles.

Geneviève GASSER

*Département de science politique,
Université de Montréal*

Ethnicity and Politics in South Africa.

MARÉ, Gerhard. *London & New Jersey, Zed Books, 1993, 137 p.*

Jusqu'à tout récemment, l'Afrique du Sud offrait encore l'image d'un des derniers endroits au monde (sinon le dernier) où les « conflits ethniques » apparaissaient au grand jour et où le racisme était ouvertement revendiqué par des Blancs retardataires, au grand chagrin des pays dits « civilisés ». Le problème paraissait assez clair et on ne pouvait que regretter que des pratiques semblables pussent encore de nos jours trouver une caution officielle. Au-delà des images opposant Blancs et Noirs sur leurs identités respectives, le chercheur restait cependant sur sa faim, avec l'impression que tout n'avait pas encore été dit. S'il s'agissait de conflits entre « races » ou « ethnies », comment expliquer, par exemple, que le régime d'apartheid eut besoin d'imposer des lois fixant arbitrairement les critères d'appartenance des groupes en cause ? S'il s'agissait plus généralement de conflits entre groupes luttant pour leurs privilèges collectifs, comment rendre compte des « divisions de classe » et des autres formes de conflit au sein de chaque groupe ?

C'est à ce genre de questions que s'attaque l'ouvrage de Gerhard Maré. Au lieu de partir de l'idée d'identités ethniques rivales comme facteur premier d'explication des conflits politiques en Afrique du Sud, Maré entend plutôt de soumettre le concept même d'ethnicité à l'examen. À l'heure où l'Afrique du Sud fait face aux défis d'une démocratisation bien incertaine, ce questionnement est plus que jamais pertinent.

L'ouvrage est divisé en deux parties : la première, théorique, où Maré s'applique à explorer les différentes façons de comprendre l'ethnicité, et la seconde, empirique, où l'auteur se livre à une étude de cas du mouvement Inkatha.

Les premiers chapitres posent clairement les termes du débat en distinguant d'abord la notion d'identité ethnique de celle de la mobilisation politique de l'ethnicité. Opposant deux perspectives d'analyse – l'une « essentialiste » ou « primordialiste », suivant laquelle l'ethnicité impliquerait une identité intrinsèque et fondamentale, et l'autre « instrumentale », où l'identité ethnique serait le fait de manipulations au service d'intérêts spécifiques – Maré privilégie plutôt une approche comprenant l'ethnicité comme ressource pour la mobilisation politique et la compétition pour le pouvoir. Tout en expliquant comment l'ethnicité s'alimente des sentiments diffus d'appartenance culturelle et d'histoire commune, l'auteur s'attache à démontrer, dans un premier temps, le caractère situationnel du phénomène.

C'est ainsi qu'au lieu de dresser l'inventaire rigide des caractéristiques

qui définissent habituellement le « groupe » dans la sociologie utilitaire des « relations raciales et ethniques », Maré s'applique plutôt à rendre compte de la dynamique de l'émergence ethnique et des acteurs susceptibles de prendre part au processus dans des contextes donnés. Parmi ces derniers, on doit compter aussi bien les « entrepreneurs » culturels que les organisateurs de mouvement et les élites politiques. Par leur intermédiaire, l'idéologisation du passé, la délimitation des frontières d'appartenance et le regroupement d'effectifs humains à des fins politiques participent tous éventuellement de l'entreprise ethnique. Le sentiment identitaire, ainsi compris, surgit non pas du vide mais bien de l'intervention active de tous ces agents qui, à divers niveaux, produisent, suscitent et mobilisent l'imaginaire ethnique à des fins propres.

Cela n'est pas dire que l'identité ethnique est un simple expédient que des manipulateurs habiles peuvent inventer de toutes pièces et exploiter en tout temps, selon leur bon gré. En distinguant l'identité ethnique du concept de mobilisation politique de l'ethnicité, Maré s'emploie d'ailleurs à montrer qu'il existe bien un ensemble de référents plausibles à partir desquels l'identité ethnique peut effectivement se construire. Les référents privilégiés, cependant, ne sont pas forcément les mêmes d'un groupe à l'autre. Là où la religion, par exemple, a joué un rôle important dans la mobilisation d'une identité ethnique africain, cette variable a été complètement absente dans la constitution du mouvement Inkatha. Le caractère volatile de l'identité ethnique est encore mieux illustré par le fait que même à l'intérieur d'un groupe donné, le ré-

férent identitaire privilégié peut varier suivant les situations et la « nature » du groupe contre qui les balises identitaires sont définies. C'est ainsi que dans les républiques d'Asie centrale de l'ex-URSS, l'Islam put servir à la fois de pôle de ralliement contre une domination soviétique commune et être confiné à l'oubli quand les républiques rivalisaient entre elles pour l'obtention des ressources du pouvoir central.

C'est donc à une approche bien relative des phénomènes identitaires que nous convie l'analyse de Maré. Si l'ethnicité existe parfois à l'état latent, comme trait identitaire parmi d'autres, c'est d'abord dans l'action et lorsqu'elle est soumise à la formulation d'objectifs spécifiques que l'identité ethnique devient un phénomène socialement significatif. Cela est particulièrement bien illustré avec la résurgence du mouvement culturel zoulou au cours des années soixante-dix et quatre-vingt.

Dans la section empirique de l'ouvrage, Maré s'emploie ainsi à mettre à jour le processus de formation du mouvement Inkatha et de son ascension politique au cours des vingt dernières années. Il ne s'agit pas tant ici d'un exposé historique que d'une illustration des éléments théoriques présentés dans la première partie de l'ouvrage. L'utilisation et la manipulation de l'histoire par le chef Mangosuthu Buthelezi comme source de légitimation politique du mouvement Inkatha forment la toile de fond de cette étude de cas. En fait, – et c'est là sans doute l'élément le plus singulier de cette démonstration –, Maré laisse voir comment il est difficile, voire impossible, de dissocier la formation et

la consolidation du mouvement zoulou Inkatha de l'ascension personnelle de Buthelezi, d'une part, et de l'évolution de l'État de l'apartheid, d'autre part. L'identité ethnique zoulou ne commence à devenir une force politique réelle, autrement dit, qu'à partir du moment où les intérêts de Buthelezi et ceux de l'État sud-africain s'entrecroisent.

Il serait toutefois erroné d'en déduire que les deux acteurs furent simplement des alliés dans la politique d'apartheid, comme l'auteur le suggère d'ailleurs un peu facilement. On oublie trop souvent à cet égard que Buthelezi, bien qu'il se soit déclaré un adversaire acharné de l'ANC au cours des dernières années, fut aussi en son temps un opposant sérieux du régime. Sa résistance systématique à l'indépendance du Kwa Zulu, son opposition à la constitution tricamérale de 1984, ses demandes répétées pour obtenir la libération de Nelson Mandela et la légalisation des organisations politiques interdites, furent autant d'entorses à une entente harmonieuse avec le gouvernement de P.W. Botha, en particulier.

Ce qui est indéniable par contre, et cela Maré en rend bien compte, c'est que le chef zoulou a su exploiter au maximum le principe de la fragmentation ethnique pour poser ses assises politiques et que l'État sud-africain a pu trouver sa part dans le fait qu'un leader noir charismatique ait cautionné, peut-être malgré lui, certaines structures du « développement séparé ». Le mérite principal de cette analyse réside ainsi dans le fait qu'elle pose le problème de l'identité ethnique dans son contexte réel, celui des enjeux concrets de pouvoir, sans

quoi le phénomène est le plus souvent réduit aux sempiternelles évocations ethnographiques de la littérature spécialisée.

En conclusion, l'auteur rappelle la puissance de l'ethnicité comme facteur de mobilisation et met en garde contre toute solution hâtive du problème dans une Afrique du Sud post-apartheid. Ni l'abolition légale de l'apartheid, ni la proclamation de l'unité sud-africaine par un parlement centralisé ne suffiront, dans un avenir rapproché, à résoudre la question ethnique, c'est-à-dire la façon dont elle peut être mobilisée à des fins politiques. Aucun acteur actuel de la scène politique sud-africaine ne peut prétendre *a priori* échapper à ce réflexe. Pour Maré, la solution à la politicisation de l'ethnicité passe d'abord par un développement urgent des institutions de la société civile, – c'est-à-dire des interactions et des structures indépendantes de l'État – et la création d'une identité sociale nouvelle qui puisse dépasser les vieilles distinctions raciales. Malheureusement, conclut-il, la centralisation de la répression sous l'État de l'apartheid a souvent amené l'opposition à se développer suivant les mêmes formes que cet État, comme dans une glace déformante, ce qui a laissé bien peu de place à la dissidence et à l'indépendance d'esprit dans le mouvement de résistance. La dépolitisation de l'ethnicité et la démocratisation de l'Afrique du Sud devront alors passer aussi par ce combat.

Jean-François BERGERON

Département de science politique,
Université Laval, Québec